

La politique économique allemande nuit à la croissance française

Joël Morio et Adrien de Tricornot (à Francfort)

Le Monde 28.04.06

En Allemagne comme en France, les économistes revoient leurs prévisions de croissance à la hausse pour 2006.

Dans leur rapport publié mercredi 26 avril, les six principaux instituts de conjoncture allemands (le DIW de Berlin, l'IFO de Munich, le HWWA de Hambourg, le RWI d'Essen, l'IFW de Kiel et l'IWH de Halle) pronostiquent une croissance de 1,8 % cette année, au lieu de 1,2 % dans leur précédente prévision semestrielle.

Pour 2007, compte tenu de la hausse de 3 points de la TVA prévue, ils tablent sur un ralentissement de l'activité avec une progression du produit intérieur brut (PIB) de 1,2 %. Vendredi, le gouvernement allemand devrait aussi revoir à la hausse de quelques dixièmes ses estimations pour 2006, actuellement de 1,4 %. En France, mercredi, l'OFCE a publié ses nouvelles anticipations et mise désormais sur une croissance de 2,2 % en 2006 et 2,1 % en 2007. Mais pour l'OFCE, la politique économique allemande se fait au détriment de la croissance française. Elle lui coûterait, selon ses calculs, 0,3 point de PIB en 2006. Et 0,4 point en 2007.

PRINCIPAL PARTENAIRE

Pour l'institut de conjoncture, l'Allemagne mène une politique de désinflation compétitive, en réduisant le coût de son travail. *"Engagée depuis 2003 dans une thérapie visant l'amélioration de l'offre par la compression des revenus et la restriction des transferts sociaux, l'Allemagne a vu ses coûts salariaux diminuer en niveau absolu mais aussi relativement à ses autres partenaires européens dont la France"*, explique l'OFCE, *"cette politique expliquerait la moitié des pertes de part de marché (de la France à l'exportation) enregistrées depuis 2004"*.

Selon les calculs de la Dresdner Bank, le coût horaire du travail a augmenté de seulement 2 % en Allemagne depuis 1995, contre 10 % en France, 13,4 % en moyenne dans la zone euro, 25 % en Italie et 33 % en Espagne. Aux Etats-Unis, il a progressé de 21,3 % et au Royaume-Uni, de 31 %.

Cette évolution des salaires allemands conduit *"à une forte contraction de la demande intérieure allemande et, par là même, de ses importations"* ajoute l'OFCE, qui rappelle que la France est le principal partenaire de l'Allemagne.

Les économistes allemands apprécient diversement les calculs de l'OFCE. *"A court terme, la modération salariale est bien sûr un poids pour la conjoncture en Allemagne"*, estime Matthias Rubisch, économiste à la Commerzbank, qui rappelle que les *"coûts du travail restent très élevés en Allemagne"*. *"La politique de l'Allemagne était aussi dans l'intérêt de l'Europe. Le processus d'ajustement a été douloureux sur les salaires mais l'Allemagne en recueille les fruits"*, estime de son côté Rolf Schneider, économiste à la Dresdner Bank qui anticipe 2,2 % de croissance cette année.

Eric Heyer, économiste à l'OFCE, ne voit pas les choses de la même manière : *"La politique économique qui est menée par chacun des membres (de l'Union européenne) nuit à l'autre, sans que cela bénéficie à l'ensemble de la zone qui connaît une des plus faibles croissances dans le monde."*